 **FORMULAIRE 4.4 **

**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)**

**RAPPORT DE FIN DU pROJET**

**PAYS:** République Démocratique du Congo (RDC)

**PÉRIODE CONSIDÉRÉE: DÉcembre 2014- JuiLLET 2016**

|  |  |
| --- | --- |
| Intitulé du Programme & Numéro du Projet |  |
| Intitulé du Programme: Numéro du Programme *(le cas échéant)* Numéro de référence du projet au MPTF:[[1]](#footnote-1) | Projet Intégré de Stabilisation du Nord Kalehe en Province du Sud Kivu PBF-IRF-9700092287 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Entités participantes de l’ONU |  | Partenaires d’exécution |
| Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: * ONU-HABITAT
* PNUD
* OIM
 | Gouvernement: STAREC, Ministère provincial du plan, PNC, Division provinciale des mines, Division provinciale de l'intérieur, Ministère provincial des affaires foncières, Services fonciers….MONUSCO ONG Nationales: APC, AVUDS, ADMR, IDHE, ACODEPAEntreprises privées: ENTRECOZA, GRAET, EBTP, SLASCO/SALAMA SHOP |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Budget du Programme/Project (en dollars US) |  | Durée du Programme |
| Contribution du PBF PNUD :  UNHABITAT : OIM :  | 1.238.204$ 1.076.681$1.318.100$ |  | Durée totale *(en mois)*  | 19 mois |
|  | Date de démarrage[[2]](#footnote-2) *(jour/mois/année)*  | 1/12/2014 |
| Contribution gouvernementaleEn nature : Sites pour la de construction des bâtiments pour la PNC,  |  |  | Date de fin prévue à l’origine*[[3]](#footnote-3)* *((jour/mois/année)* | 30/06/2016 |
| Autres contributions N/A |  |  | Date de fin actuelle[[4]](#footnote-4) *(jour/mois/année)*  | 31/07/2016 |
| TOTAL: 3 623 986.00 |  |  |  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours |  | Rapport soumis par |
| Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*[x]  Oui [ ]  Non Date: du 11 au 17 Avril 2016. Évaluation finale *– veuillez joindre le document le cas échéant*[ ]  Oui [x]  Non Date: Equipe d’évaluation en cours de recrutement | Nom: PRIYA GAJRAJTitre: Directeur Pays /RDCOrganisation participante (principale): PNUDCourriel: priya.gajraj@undp.org Nom: KANDINE ADAM MALAMTitre: Représentant Pays /RDC a.iOrganisation participante : UNHABITATCourriel: kandine.adam@unhabitat.org Nom: Jean PHILIPPE CHAUZYTitre: Chef de mission /RDCOrganisation participante : IOMCourriel: Jpchauzy@iom.int  |

**PARTIE 1 – ÉTAT D’AVANCEMENT DES OBJECTIFS**

* 1. **Évaluation de l’état d’avancement et des objectifs du projet**

Tant pour les projets IRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l’ensemble des objectifs atteints jusqu’à ce jour:conforme au plan

Description du résultat 1: Une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la paix sont formulées sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo avec la participation active des hommes et des femmes. Cette implication a accru la propension au dialogue au sein des communautés d'intervention du projet.

Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat: conforme au plan

|  |  |
| --- | --- |
| Indicateur 1:Pourcentage de la population déclarant être impliqués dans le dialogue avec d’autres membres de la communauté, y inclus d’autres ethnicités, pour trouver des solutions pour l’insécurité et instabilité au niveau communautaire (désagrégé par genre, âge et groupe social/ethnique)Indicateur 2:Degré de connaissance des conclusions des dialogues par les autorités locales et provinciales  | Niveau de référence: 29% d’hommes et 19% de femmesCible: 58% d’hommes et 38% de femmesÉtat d’avancement: voir évaluation finaleNiveau de référence: 0Cible: 60%État d’avancement : voir évaluation finale |

**État d’avancement des produits**

* Une cartographie des conflits et trois plans locaux de consolidation de la paix des localités de Minova, Numbi et Ziralo ont été élaborés
* Cinq cadres de Dialogue et de médiation (CDM) composés de 38 hommes et 18 femmes assurent la documentation, la prévention et la médiation des conflits.
* 718 conflits ont été identifiés et soumis aux CDM pour médiation. Parmi eux, 343 ont été résolus dont 241 fonciers et 105 socio-économique.
* Trois sessions de dialogues sociaux ont été conduites par APC en collaboration avec les membres des CDM en raison de 01 par site (Minova, Numbi, Ziralo).
* 56 membres des cadres de dialogues et de médiation, CDM dont 32% de femmes ont été formés en techniques de médiation, de sensibilisation, de communication et de dialogue
* Cinq ateliers de formation sur la R1325 et de la R1612 ont été organisés par APC en collaboration avec ONU-HABITAT, avec 180 participants dont 56 femmes. Catégories : femmes, membres de CDM, autorités locales, leaders de communautés, représentants des associations de la société civile et confessions religieuses, jeunes filles et garçons.
* Trois sessions de dialogue démocratique conduites par les membres des CDM a l’intention de 180 participants parmi lesquels 40 femmes, soit 22 % des participants, ont été tenues.
* Deux journées de réflexion sur la cohabitation pacifique et la dynamique des groupes armés conduite par les autorités locales et les communautés de Tushunguti et de Numbi ont été tenues
* Un dialogue social sur la problématique des groupes armés a été tenu à Minova
* 21 armes (3 de marque SMJ à Lumbishi, 5 de marque AK 45 et une grenade à Chambombo, 13 de marque AK 45)  à feu avec minutions et une grenade ont été remises aux FARDC par des ex-combattants
* 39 jeunes démobilisés dont 13 à tushunguti (tembo) et 26 à Lumbishi (hutu) ;
* Un système de planification des activités visant le respect, le suivi et l’archivage des actes de compromis (volet enregistrement et sécurisation alternative des droits fonciers) pour trois sites pilotes est opérationnel
* 80 transactions foncières ont été mieux suivies par les services étatiques de l’administration foncière de Kalehe/Idjwi, brigade de Minova.
* Des outils didactiques, informatiques et topographiques ont permis d’améliorer les services de la circonscription foncière de Kalehe-Minova. Il s’agit entre autres de :
	+ 1 STATION TOTALE LEICA FlexiLine TS06 PLUS avec accessoires complets ;
	+ 1 appareil GPS Garmin Map 64Stc, Prisme Réflecteurs rond GPR111 basic & cannes à plomb GLS11, Jalons Métalliques démontables
	+ Equipement informatique complet
* 18 géomètres des circonscriptions foncières du sud Kivu formés à l’utilisation desdits matériels

**État d’avancement du résultat**

Dans le cadre de ce projet, une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la Paix ont été formulées sur l’axe Minova-Numbi-Ziralo à travers les trois plans locaux de consolidation de la paix des localités de Minova, Numbi et Ziralo. Les actions recommandées dans ce plan ont été mises en œuvre au fur et à mesure de la réalisation du projet. Ainsi, les activités de dialogue sont devenues plus inclusives entre les communautés et les autorités locales.

Au cours des activités de dialogue démocratique organisées à Numbi, Tushunguti et Minova, les conflits majeurs dans la zone ont été identifiés, leurs causes analysées et les actions à mener par les parties prenantes ont été définies et les leaders des communautés, les CDM et les autorités locales sont engagés dans la mise en œuvre de ces actions définies de manière consensuelle.

Les populations ont confiance dans les cadres de dialogue et de médiation (CDM), dans la mesure où elles ont été mises en place par elles –mêmes et les animateurs ont été désignés par elles-mêmes au prorata des ethnies vivant dans la zone. Le caractère participatif de ces structures, la gratuité de leurs services, l’inscription du dialogue au cœur de leurs actions à travers la nécessité d'écouter l'autre, l'effort de compréhension commune du problème et les attitudes qu'adopte le médiateur pour inciter les parties vers une solution alternative justifient l'appropriation des CDM par la base.

Les interventions autour de la problématique des groupes armés ont poussé toutes les communautés à réduire sensiblement leur soutien aux groupes armés apparentés à leurs ethnies (Raia Mutomboki pour les Tembo et les Nyatura pour les Hutu). Les autorités et leaders locaux ont pris l’engagement d’accompagner le processus de récupération d'armes légères détenues illégalement par certains civils afin de restaurer la confiance entre les communautés. Ils se sont aussi engagés à sensibiliser les membres des groupes armés au processus DDR et à remettre les armes qu'ils détiennent illégalement à travers une commission mixte. Tout au long du projet, 39 jeunes, anciens membres des groupes armés locaux ont décidé volontairement de se démobiliser fruit des sensibilisations conjointement faites par les CDM et autorités locales sur la cohabitation pacifique, les résolutions 1325 et 1621. Ils ont pris conscience des valeurs civiques susceptibles de rendre la zone stable mais aussi après avoir constaté le retour de l’autorité de l’Etat dans la zone. Ainsi ces jeunes ont remis 21 armes aux FARDC comme mentionné ci haut.

Lors des ateliers de formation sur la R1325 et la R1612, les capacités des participants ont été renforcées sur la question du genre et les stratégies de promotion des droits de la femme et de l'enfant dans leurs milieux. Actuellement quatre femmes siègent dans le groupe de sages du groupement de Ziralo. 20 femmes participent, avec l’approbation des autorités locales, dans les Conseils de sécurité élargis aux acteurs de la société civile à Numbi, Lumbishi, Tushunguti et Chambombo.

L’appui en équipements, en matériels, et en formation apporté aux agents techniques du cadastre foncier leur a permis d’améliorer la délimitation des parcelles et de mieux gérer les limites des terres. Les rencontres autour de la gestion foncière ont également permis aux membres des communautés de Tushunguti et Lumbishi de prendre conscience des avantages du dialogue sur le conflit foncier et de réduire le long contentieux de stigmatisation qui les opposait depuis 1993.

En résumé, la théorie du changement a révélé sa pertinence du fait que grâce à la mise en œuvre de la vision collective et de long terme formulée dans les plans de consolidation de la Paix, la confiance entre la population et les autorités s’est améliorée ; la culture de dialogue s’est développée réduisant ainsi le recours à la violence comme seul mode de résolution des différends entre les acteurs.

Le Dialogue a aussi contribué grandement à la Restauration de l’Autorité de l’état. En effet, avant le projet, la population était très attachée aux groupes armés comme moyen principal d’autoprotection. Selon une étude du Havard Humanitarian Institute de 2013, pratiquement 50% de la population du territoire considérait que la PNC et les FARDC ne faisait rien pour les protéger. De ce fait, 7% de la population disait recourir aux groupes armés pour leur protection, taux le plus élevé de tout l’Est de la RDC. Dans le contexte de Tushunguti où l’autorité de l’Etat n’était pas totalement encore restaurée, avec le soutien des leaders des communautés, le projet a facilité le déploiement des FARDC et de la police. Sans avoir de données de sondage actualisées, les échanges avec les acteurs locaux et les populations permettent de constater une amélioration de cette perception.

Il appartient maintenant aux autorités d'endosser les résultats des dialogues qui ont eu lieu et que ces résultats informent la définition et la révision des politiques nationales.

Malgré les nombreux acquis obtenus grâce au dialogue, il y a encore des points sur lesquels les échanges doivent continuer. Il s’agit notamment de la question des éléments de GA et leurs dépendants, les autorités coutumières et autres acteurs qui leur seraient fidèles en vue d’obtenir réellement leur implication dans le processus de désarmement et de réinsertion. En bref, ces dialogues devraient encore se poursuivre pour renforcer les acquis de ce projet.

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d’ajustement**

Etant donné que toutes les activités ont été réalisées comme planifiées, il n’y a pas eu d’écarts dans l’atteinte des résultats.

Il convient néanmoins de signaler que la mise en œuvre du projet a été perturbée tantôt par des affrontements sporadiques entre les FARDC et les groupes armés, tantôt par des affrontements entre groupes armés eux-mêmes. Le 28 Octobre 2015, des affrontements entre les FARDC et un groupe armé commandé par le sieur Karume ont eu lieu à Lumbishi. Le bilan de ces affrontements a fait état de cinq morts dont un militaire, suivi d’un mouvement des populations et d’une interruption des activités du projet dans la zone.

Le 22 février 2016, Tushunguti chef-lieu du groupement de Ziralo, a été le théâtre des affrontements entre plusieurs groupes armés à savoir les Raia Mutomboki et la coalition de Mai-Mai Kirikicho avec les Mai Mai Nyatura sous commandement de Karume et les autres groupes Mai-Mai venus de Masisi et de Walikale (dans la province du Nord Kivu). La raison de ces affrontements serait les conflits de leadership et l’élément déclencheur serait l’arrestation d’un élément du groupe Mai-Mai Kirikicho par les éléments Raia Mutomboki (RM) de Nyalugusha lors de leur patrouille dans le centre de Tushunguti. Le bilan de ces affrontements a été de deux morts et de trois blessés. En outre, la base de l’ONG Médecins Sans Frontières (MSF), le centre de santé de Tushunguti, les maisons d’habitation et les kiosques des commerçants ont été pillés ; plusieurs ménages ont dû se déplacer vers d’autres localités. Cette situation sécuritaire est restée tendue et la population divisée en deux camps, jusqu’au déploiement des FARDC à Tushunguti en date du 3 mars 2016. En attendant ce déploiement, les populations de chaque camp étaient prises en otage par le groupe armé qui contrôlait les villages qu’ils habitaient.

De même, l’équipe du projet a dû faire face à l’antipathie temporaire du chef de groupement de Ziralo qui, protestant contre la faible prise en compte de la question des questions des « Cinq collines » avait interdit l’accès à son territoire aux partenaires de l’ONG APC, chargés de la facilitation des activités de Dialogue. Ce risque, non prévu au moment de l’élaboration du projet, a été pris en charge par le Ministère provincial de l’Intérieur et le STAREC.

Ces différentes situations ont contribué au retard accusé dans la réalisation de certains résultats. L’extension sans cout d’un mois accordé par PBSO a permis de rattraper les activités. Ainsi donc, toutes les activités prévues ont été effectivement réalisées.

Description du résultat 2: L'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo

Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat: conforme au plan

|  |  |
| --- | --- |
| Indicateur 1:Pourcentage de la population dans les zones prioritaires (désagrégé par sexe) indiquant qu’ils ont accès aux services administratifs essentiels au niveau local et du territoire (désagrégé par genre)Indicateur 2:Pourcentage de la population dans les zones prioritaires indiquant qu’ils ont accès à la police au cas de nécessité. Indicateur 3: Perception du niveau de corruption des services étatiques par la population de la zone d’intervention (Désagrégé par sexe)Indicateur 4: Pourcentage de la population de la zone d’intervention (désagrégé par sexe et groupe socio-ethnique) affirmant avoir confiance dans les services de la PNC. | Niveau de référence: 35 %Cible: 60%État d’avancement : à renseigner par l’évaluation finale en cours de préparationNiveau de référence: 52%Cible: 60%État d’avancement: à renseigner par l’évaluation finale en cours de préparationNiveau de référence: 47% d’hommes et 27,5% de femmesCible: 60% d’H et 40% de FÉtat d’avancement: à renseigner par l’évaluation finale en cours de préparationNiveau de référence: 55%Cible: 65%État d’avancement: à renseigner par l’évaluation finale |

**État d’avancement des produits**

* 68 Km de l’axe routier Kalungu-Numbi-Lumbishi-Tushunguti ont été réhabilités :
	+ Axe Kalungu- Numbi : Elargissement de la chaussée par le Bulldozer, concassage manuel ou par dynamitage des pierres, rechargement, compactage manuel et aménagement de la canalisation des eaux de pluie. Réhabilitation des 3 ponçons ; construction de 55 ouvrages de franchissement et 54 passages sous route en buses métalliques avec têtes de buses en maçonnerie, construction d’un grand pont à Numbi sur la rivière Nyawarongo et 1 petit pont à Numbi centre.
	+ Axe Numbi-Lumbishi : Elargissement manuel de la chaussée par les équipes HIMO) ;
	+ Axe Lumbishi-Tushunguti : Ouverture de la route et concassage manuel des pierres par les équipes HIMO.
* 19.590 rejets de vétivers et 41.650 plantules d’eucalyptus ont été plantés pour la protection du talus et la restauration de l’écosystème.
* Trois (03) bâtiments administratifs abritant la PNC et les services administratifs des groupements de Buzi et de Ziralo ont été construits et sont fonctionnels
* 28 agents de la PNC sont déployés par les autorités provinciales, dont 14 à Numbi et 14 à Tushunguti
* Des évaluations conjointes de la performance des entités politico-administratives, de la PNC et de la justice dans la chefferie de Buhavu, des postes d’état de Ziralo, Numbi et Minova ont été organisées
* 30 agents de la PNC et 45 agents de l’administration ont été formés sur la sécurité, les droits de l’homme, le genre et la gestion des services décentralisés
* Trois cadres de concertation entre l’administration, la police et la communauté permettent de discuter sur la qualité de service rendu. Ils sont situés respectivement à Minova, Numbi et Ziralo et chacun d’eux est composé de 14 membres tel que prévu dans les termes de référence de l’atelier de leur mise en place.

**État d’avancement du résultat**

A la clôture de ce projet, nous affirmons que ce résultat a été largement atteint. En effet, l’Etat a maintenant la capacité de fournir des services pertinents par sa présence accrue sur l’axe Minova-Numbi-Ziralo grâce à la réhabilitation de cet axe routier et à la construction de trois bâtiments abritant les services administratifs et la PNC. D’une part, les communautés se côtoient de plus en plus et les échanges commerciaux se sont intensifiés, ce qui prouve le rétablissement de la cohésion sociale dans la zone. D’autre part, les agents des services de sécurité circulent facilement dans la zone et travaillent dans des bonnes conditions. Par ailleurs, l’Etat est de plus en plus reconnu comme le principal fournisseur de services grâce au renforcement des capacités des agents de l’administration et de la police qui sont affectés dans la zone. Dans chaque groupement, il est prévu des discussions sur la qualité des services rendus entre l’administration, la police et la communauté grâce aux cadres de concertations qui ont été mis en place.

A cet égard, la théorie du changement qui sous-tendait le projet a bien montré sa pertinence du fait que l’autorité de l’Etat est de mieux en mieux ressentie dans la zone par la présence régulière des éléments de la PNC et de l’administration d’une part et d’autre part par la qualité de services qu’ils rendent. En effet, avant le projet à Tushungi il y avait un seul policier immatriculé. Grâce au projet il a été renforcé par 13 autres éléments immatriculés qui se trouvaient à Bunyakiri. A Numbi 3 policiers étaient immatriculés avant le projet. Ils ont aussi été renforcés par 11 autres. Selon les commentaires de quelques habitants, la confiance des populations en leur police et agents administratifs formés et installés dans des bâtiments confortables s’élargit de plus en plus en tant qu’acteur principal de la sécurité. Les forces de sécurité ont été déployées dans la zone ce qui fait que les groupes armés n’y sont plus considérés comme le garant de la sécurité.

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d’ajustement**

Bien que remarquables, les résultats obtenus nécessitent des mesures de consolidation pour garantir leur pérennité. En l’occurrence, l’axe routier qui a été réhabilité exige un plan de maintenance, ce qui n’a pas été fait suite au manque des moyens financier et du temps.

L’inefficacité de l’AFEDEM partenaire en charge de la réhabilitation de l’axe routier Kalungu-Numbi-Lumbishi et l’ouverture de l’axe Lumbishi-Tushunguti a eu un impact négatif sur les activités du projet. En effet, suite à la défaillance du partenaire de mise en œuvre AFEDEM, l’OIM a dû annuler son contrat et reprendre les choses en main à travers le mode d’exécution direct. OIM a d’entrée de jeu procédé à l’élaboration d’un plan stratégique de sortie avec le concours de l’Office de la Voirie et du Drainage (Office Congolais en Charge de l’assainissement des réseaux de transport urbains). Pour l’opérationnalisation de ce plan de sortie, l’OIM a formé et équipé des groupes de cantonniers pour la maintenance et l’entretien de la route. Afin d’assurer une meilleure appropriation du travail, l’OIM a impliqué toutes les parties prenantes (Société civile, chefs des villages situés le long de l’axe, autorités politico-administratives, communautés locales, leaders locaux…) dans toutes les phases et opérations liées aux activités de la réhabilitation et d’ouverture de la route.

En plus des difficultés liées à la mobilisation des acteurs pour la conduite des travaux, l’OIM a été confronté à des défis géo-atmosphériques. En effet, la configuration pédologique de la zone du projet combinée avec la saison pluvieuse quasi permanente ont considérablement ralenti l’avancée des travaux en raison des érosions, éboulements quasi permanents et coupure de la route à plusieurs endroits qui ne cessaient de détériorer les travaux déjà réalisés sur les ponts, les ponçons et les passages sous-route. La période allant de Septembre, à Décembre 2015 a été la plus compliquée pour les techniciens et cantonniers d’OIM. A ces obstacles cités plus haut, il faut ajouter aussi les affrontements à répétition entre les groupes armés et les FARDC qui ralentissaient fréquemment les travaux de la réhabilitation de la route.

Par ailleurs, les trois cadres de concertation qui ont été mis en place pour veiller sur la qualité des services rendus par les services de sécurité et administratifs et maintenir la confiance entre les parties prenantes n’ont bénéficié d’aucune mesure d’accompagnement car ils ont été mis en place à la fin du projet, soit durant la période d’extension sans coût.

Afin d’assurer la pérennisation de ces résultats, une plus grande implication des autorités au niveau provincial est nécessaire à travers notamment le soutien au fonctionnement d’un mécanisme opérationnel de maintenance de la route ou encore un cadre de gouvernance au niveau provinciale qui soutiendrait le cadre de concertation local et qui prendrait en charge et relaierait les recommandations du cadre de concertation local.

En bref, des ressources supplémentaires permettraient de pallier à ces risques de défaillance.

**Description du résultat 3**: D’autres débouchés économiques sont créées pour les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs communautés

Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat : conforme au plan

|  |  |
| --- | --- |
| Indicateur 1:Pourcentage des ménages avec un membre appartenant à un groupe à risque (jeunes, ex-combattants, IDPs etc.) indiquant une amélioration dans ses conditions de vie (désagrégé par genre, ménages femme/homme chef de ménage)Indicateur 2:Pourcentage de la population, dans les zones minières engagés dans des activités économiques alternatives (désagrégé by Genre, âge).Indicateur 3:% de fermiers, éleveurs et petits négociants indiquant un revenu accru de leurs moyens de subsistanceIndicateur 4:% d’hommes et de femmes travaillant dans un secteur spécifique qui sont organisés (mutuelle, syndicat.) | Niveau de référence: 21 % Cible : 50%État d’avancement: à renseigner par l’évaluation finale en cours de préparationNiveau de référence: 45% pour l’agriculture et l’élevage, 16% pour le commerce, 28 % pour l’artisanat et le métier et 5 % pour un travail salarié.Cible: 50 % dans l’agriculture et l’élevage ; 25 % dans le commerce ; 15% dans l’artisanat et le métier ; 10% dans le travail salarieÉtat d’avancement: à renseigner par l’évaluation finale en cours de préparationNiveau de référence: Cible:État d’avancement: N.B Les fermiers et les éleveurs n’ont pas été appuyés par ce projetNiveau de référence: 0Cible: 30%État d’avancement: 86% des personnes travaillant dans le domaine des activités génératrices de revenus non agricoles. |

**État d’avancement des produits**

* Les secteurs économiques non agricoles porteurs (petit commerce, transformation des produits agricoles, menuiserie, petite restauration, artisanat) ont été identifiés dans la zone du projet
* 1600 membres des communautés dont 60 % des femmes vulnérables et des jeunes désœuvrés ont été installés dans des activités économiques porteuses. Parmi eux 20 jeunes étaient associés aux groupes armés.
* Les personnes installées ont eu accès aux mécanismes locaux d'épargne et de crédit « mutuelles de solidarité » (MUSO)
* Huit sites miniers de Numbi ont été validés conjointement par le Ministère des mines, OIM et MONUSCO/JMAC
* Une coopérative de 893 creuseurs artisanaux a été appuyé en équipements, en formation et un business plan de 5 ans a été élaboré et mis à sa disposition.
* 15 membres de la coopérative ont été renforcés en capacité sur les notions de gestion des coopératives minières, de traçabilité de minerais, de due diligence et de risque dans l’exploitation artisanale des minerais dont 4 femmes actives dans son administration ;
* Un point de vente des produits miniers a été construit, équipé et est fonctionnel.
* 300 creuseurs artisanaux clandestins ont été appuyés dans la mise en œuvre des activités économiques alternatives
* Les activités économiques de 100 femmes actives dans les zones minières sont mieux structurées
* Les acteurs du secteur minier et leurs dépendants dont les femmes et les jeunes ont été sensibilisés sur la lutte contre le VIH/SIDA et la protection de l'environnement.

**État d’avancement du résultat**

Tous les produits liés à ce résultat ont été réalisés à 100%.

Les appuis économiques fournis par ce projet ont limité sensiblement l'adhésion des jeunes aux groupes armés. En effet après avoir reçu les kits de réinsertion et des formations diverses, nombreux parmi eux ont eu la possibilité de quitter leurs villages enclavés pour exercer leur petit commerce au bord de la route ou bien dans des grands centres. Leur vie clandestine a cédé la place à une libre circulation, notamment en vue de de s’approvisionner en marchandises. Leur nouvelle situation séduit les autres jeunes sans emplois qui aimeraient leur emboiter les pas s’ils en avaient l’opportunité.

La validation par le Gouvernement national et les partenaires internationaux de huit sites miniers, conformément aux procédures internationales, comme sites libres de toute présence militaire a permis à plusieurs autres jeunes d’exercer le métier de creuseurs artisanaux en toute légalité, sur des sites autorisés à l’exploitation, sans la menace d’être traqués par la police des mines et avec la certitude de pouvoir écouler leurs productions dans la transparence. Un nombre important des creuseurs artisanaux s’est impliqué dans la réhabilitation de la route afin de contribuer au désenclavement de leur milieu, pouvoir évacuer leurs minerais facilement et participer au développement local. Organisés en coopérative, les creuseurs artisanaux ont reçus divers appuis notamment en équipement et en formation, ce qui leur a permis de réduire les risques d’accidents ou de maladies liés à leur métier et d’augmenter leurs productions. La construction et l’ouverture du point de vente de produits miniers ont permis l’établissement de la chaine d’approvisionnement des minerais. Le gouvernement est maintenant capable de bien contrôler le secteur minier dans la zone et de collecter les taxes légales. Ce point de vente a aussi permis l’augmentation de la valeur monétaire du kilogramme de minerais en provenance des sites validés. Le prix d’un kilogramme de la cassitérite est passé 4$ à 10$ et celui du coltan de 8$ à 13$. Cette augmentation a eu des implications sur l’augmentation des revenus des creuseurs et de la communauté locale.

L’organisation des bénéficiaires du projet en mutuelles de solidarité a favorisé un climat de cohésion sociale et d’épanouissement individuel et collectif entre les membres de ces mutuelles composées de membres de plusieurs communautés différentes. Toutes les alternatives économiques offertes aux jeunes sans emplois et aux femmes ont contribué à l’amélioration des conditions de vie des individus et des communautés dans la zone. Comme preuve, nous notons la forte demande d’appui de la part des jeunes qui n’ont pas été touchés directement par le projet. Voilà pourquoi nous soutenons que la théorie du changement a démontré sa pertinence par le fait que l'engagement des populations dans les activités de relèvement communautaire mettant l’accent sur la cohésion sociale et le soutien de ces initiatives par les autorités et la communauté internationale a permis de gérer paisiblement les chocs externes et de créer les conditions du développement et d’une répartition plus équitable des richesses. Cela peut être illustré par la suppression sur ordre du Gouverneur de province, des barrières et des taxes illégales dans la zone du projet.

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d’ajustement**

Comme les deux précédents résultats, tous les produits liés à celui-ci ont également été réalisés. Néanmoins, le soutien des autorités aux initiatives économiques a été obtenu tardivement après que certains bénéficiaires aient été victimes des taxes et des barrières illégales. Certaines activités n’ont pu survivre que grâce au soutien des mutuelles de solidarité qui ont été mises en place dans le cadre de ce projet. La nécessité de sensibiliser et de former davantage les agents administratifs basés sur terrain ainsi que leur hiérarchie sur leurs rôles et responsabilités envers la population rurale s’avère impérieuse. Les cadres de concertations qui ont été mis en place par le projet pourront aider à dénoncer les abus constatés dans l’exercice des fonctions des agents de l’administration locale, de la police et de la justice. De même, la consolidation des mutuelles de solidarité demeure indispensable afin de pérenniser la cohésion sociale et le soutien aux initiatives économiques qui ont été appuyées par le projet.

* 1. **Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée**

|  |  |
| --- | --- |
| Données factuelles: Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l’état d’avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu?*(1 000 lettres maximum)* | Les preuves concrètes sont : le rapport de l’étude de base, le rapport de l’évaluation à mi-parcours conduit par STAREC- SSU, les rapports d'activités des partenaires nationaux de mise en œuvre, le chronogramme conjoint des activités, les contrats avec les entreprises de construction, les procès-verbaux de réunion avec la partie gouvernementale et les lettres d’accord de collaboration, les comptes rendus des réunions mensuelles de coordination, les rapports de missions conjointes sur terrain , les plans locaux de consolidation de la paix, les termes de référence des CDM, les comptes rendus des activités des CDM, les rapports des formations des agents de l’administration et de l’atelier de mise en place des cadres de concertation, etc.L'élaboration de ce rapport a suivi le processus suivant : Organisation d'une réunion préparatoire, analyse du canevas de rédaction du rapport, préparation des contributions par chaque agence, compilation par l'agence lead, discussions entre les coordonnateurs pour harmonisation, revue par le secrétariat technique de PBSO pour assurance qualité, revue interne du PNUD et soumission au bailleur.  |
| Financement des déficits budgétaires: Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement.*(1 500 lettres maximum)* | Ce projet a permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans la mesure où il a facilité la mise en place des structures communautaires qui prennent gratuitement en charge la transformation pacifique des conflits. Il a permis de bâtir des infrastructures nécessaires à l’expression de l’autorité de l’Etat. Grace à la synergie des efforts, notamment à la contribution logistique de la MONUSCO, le projet a facilité les visites des autorités provinciales dans certaines des localités les plus reculées de la province qui n’avaient jamais accueilli des représentants de l’Etat et qui, en l’absence du financement mis à disposition par le bailleur, n’auraient jamais bénéficié des appuis utiles à la consolidation de la paix. Grace au projet, les partenaires et les autorités ont mis en place et soutenu les infrastructures, mécanismes, outils et capacités nécessaires à l’Etat pour conduire sa mission de sécurisation des personnes et des biens ainsi que d’administration du territoire.Il a également permis de créer les cadres d’échanges multi acteurs nécessaires à la définition et à la mise en œuvre des actions concertées utiles à la consolidation de la paix.  |
| Effets catalytiques: Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement.*(1 500 lettres maximum)* | Comme effet catalytique produit par ce projet, il y a le financement octroyé par le Gouvernement Hollandais à un consortium de trois ONG Internationales pour intervenir dans la même zone pour un montant d’environ USD 10 000 000. Les recommandations des activités autour de la question des groupes armés a permis à la MONUSCO de désigner également la zone comme bénéficiaire de l’initiative des projets de Community Violence Reduction (CVR). Les discussions sont en cours pour la formulation d’un projet pilote en attendant la mise en œuvre des fonds de réinsertion des ex combattants.  |
| Gestion de risques/innovation: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d’une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu?*(1 500 lettres maximum)* | Dans le cadre de la consolidation de la paix, l’innovation de ce projet c’est l’amélioration de la réceptivité des autorités locales ainsi que leur forte interaction avec les membres des cadres de dialogues et des médiations (CDM). Ceci a favorisé un suivi régulier de la situation sécuritaire, des réalisations du projet et la recherche des solutions aux défis des communautés impliquées dans le projet. Dans cette optique, les autorités ont octroyé à Numbi un terrain au CDM pour y ériger un bureau administratif et renforcer ainsi la présence structurelle de l’Etat.La participation des communautés locales dans le suivi de la mise en œuvre du projet a permis d’identifier assez tôt les faiblesses d’AFEDEM, partenaire de mise en œuvre du volet réhabilitation de la route, et de prendre les mesures correctives appropriées.  |
| C | Au début de ce projet la note d'évaluation de l'égalité entre les sexes était de deux (2). cette note est restée valable jusqu’à sa clôture. Les femmes et les hommes participaient ensemble au diagnostic des conflits et la prise de parole était ouverte et respectueuse des opinions des unes et des autres. Dans les plates-formes de dialogue et de médiation de conflits, il y avait 18 femmes sur 56 membres, soit 32%. Ces femmes occupent certains postes de responsabilité comme celui de secrétaire, de modératrice ou de trésorière. Pendant les activités sur terrain, les femmes leaders étaient toujours invitées à participer aux actions planifiées. Quatre parmi elles, siègent désormais dans le groupe de sages du groupement de Ziralo. Cela était un résultat des ateliers de renforcement des capacités sur la R1325. Quant aux activités génératrices de revenus, on a compté 60% des femmes parmi les bénéficiaires, soit 954 femmes sur 1600 bénéficiaires. Par ailleurs, les emplois de Haute Intensité de Main d'Œuvre ont été créés pour les hommes et les femmes. Les deux genres travaillaient côte à côte dans la complémentarité.  |

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR :***Utiliser le* ***Cadre de résultats du projet*** *(du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l’état d’avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (250 lettres max.)*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Indicateur de performance** | **Indicateur de départ** | **Indicateur cible de fin de projet** | **État d’avancement de l’indicateur actuel** | **Raisons du changement / délai****(le cas échéant)** | **Indicateur cible rectifié****(le cas échéant)** |
| **Résultat 1**Une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la Paix sont formulées sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo en tenant compte de la perspective des hommes et des femmes et une culture de dialogue et profondément ancrée dans ces communautés | Indicateur 1.1% de la population déclarant être impliqués dans le dialogue avec d'autres membres de la communauté, y inclus d'autres ethnies pour trouver des solutions à l'insécurité et à l'instabilité au niveau communautaire (désagrégé par genre, âge et groupe s) | 29% d'hommes et 19 % de femmes  | 58% d’H et 38% de F | Cet indicateur sera renseigné à l'issue de l’évaluation finale du projet. |  |  |
| Produit 1.11 cartographie des conflits et des plans locaux de consolidation de la Paix dans les sites de Minova-Numbi et Ziralo sont disponibles et mis en œuvre | Indicateur 1.1.1Nombre de cartographie | 0 | 3 | 3, soit 100% de réalisation |  |  |
| Indicateur 1.1.2Nombre de plans locaux élaborés et mis en œuvre | 0 | 3 | 3, soit 100% de réalisation | La mise en œuvre de ces plans locaux nécessite d’autres ressources |  |
| Produit 1.25 cadres de dialogue et de médiation CDM composés de 100 hommes et femmes prennent en charge les conflits et conduisent de dialogues sociaux à Minova, Numbi, Tushunguti, Lumbishi et Chambombo | Indicateur 1.2.1Nombre de cadres de dialogue mis en place et opérationnels | 2 | 5 | 5, soit 100% de réalisation |  |  |
| Indicateur 1.2.2Nombre de membres des CDM formés | 20 | 100 | 56/60, soit 93 % de réalisation | Le produit initial a été ramené de 100 à 60 car chaque CDM est composé de 12 membres mais celui de Minova est composé de 8 membres au lieu de 12. | 60 |
| Produit 1.3Ateliers de formation la R1325 et de la R1612 | Indicateur 1.3.1Nombre d'ateliers organisés | 0 | 5 | 5, soit 100% de réalisation |  |  |
| **Résultat 2**L'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo | Indicateur 2.1% de la population dans les zones prioritaires désagrégé par sexe, indiquant qu'ils ont accès aux services administratifs essentiels au niveau local et du territoire (désagrégé par genre) | 35% | 60% | Cet indicateur sera renseigné à la suite de l'évaluation finale en cours de préparation. |  |  |
| Indicateur 2.2% de la population dans les zones prioritaires indiquant qu'ils ont accès à la Police en cas de nécessité | 52% | 60% | Cet indicateur sera renseigné à la suite de l'évaluation finale en cours de préparation. |  |  |
| Produit 2.1L'axe routier Kalungu-Numbi-Lumbishi-Tushunguti est réhabilité et les talus de la route sont protégés par la végétalisation et contribue à la stabilisation de la zone du projet | Indicateur 2.1.1Nombre de Km réhabilités | 10 | 62 | 68 Km de route réhabilités, soit 110%. Le 15 Juillet 2016 nous avons amorcé des travaux de rechargement et compactage de la chaussée entre Kalungu et Numbi au moyen d'un Bulldozer obtenu du PAM pour parfaire le travail HIMO. | Le relief montagneux, l'abondance des pluies et les glissements de terrain fréquents nous ont obligé de retravailler plus d'une fois certaines section de la route. Le dynamitage (pas prévu) des roches dures a été nécessaire parfois.  | 68 Km |
| Indicateur 2.1.2Nombre de ponts et ponceaux réhabilités ou construits | 0 | 16 |  55 ouvrages de franchissement ont été construits, dont 1 grand pont en béton armé à Numbi et 54 Passages sous route en buses métalliques avec des supports en maçonnerie. | L'abondance des cours d'eau et le volume des eaux de ruissellement dans la zone du projet nous a obligé à dépasser l'indicateur de base du projet pour protéger la route contre une destruction certaine. | 55 ouvrages de franchissement |
| Produit 2.24 bâtiments administratifs abritant la PNC et des services administratifs de Buzi et Ziralo construits et fonctionnels | Indicateur 2.2.1Nombre de commissariats et bâtiments administratifs fonctionnels | 0 | 3 | 3, soit 100%. | Obligation de construire des grands bâtiments conformes aux normes de la police nationale. A la conception du projet on avait prévu de construire 4 petits bâtiments. | 3 |
| Produit 2.3Au moins 30 agents de la PNC sont déployés dans la zone d'intervention | Indicateur 2.3.1Nombre d'agents déployés et opérationnels | 7 | 30 | 30 agents recyclés, soit 100% | A la suite des échanges avec la hiérarchie de la PNC, le résultat lié au déploiement a été commué en recyclage des éléments présents sur le terrain. En effet, le déploiement suppose tout un processus de recrutement et de formation initiale que le projet ne pouvait pas soutenir.  |  |
| **Résultat 3**D'autres débouchés économiques sont créés pour les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs communautés | Indicateur 3.1% de ménages avec un membre appartenant à un groupe à risque (jeune, ex-combattant, IDP, …) indiquant une amélioration dans ses conditions de vie (désagrégé par genre, ménages femmes/hommes chef de ménage) | 21 % | 50% | Cet indicateur sera renseigné à la suite de l'évaluation finale en cours de préparation. |  |  |
| Indicateur 3.2Degré de satisfaction avec nouvelle AGR des membres nouvellement employés des groupes à risque. | 0 | 30% | Cet indicateur sera renseigné à la suite de l’évaluation finale du projet |  |  |
| Produit 3.1Les secteurs économiques non agricoles porteurs sont identifiés dans la zone du projet | Indicateur 3.1.1Etude sur les secteurs non agricoles porteurs dans la zone | **0** | Une enquête existe | Un rapport d’enquête existe (petit commerce, transformation des produits agricoles, menuiserie, artisanat...) |  |  |
| Produit 3.22500 membres des communautés dont 50 % de femmes vulnérables y compris des survivantes des VSBG et les jeunes désœuvrés sont installés dans des activités économiques porteuses (menuiserie, maçonnerie, briqueterie, boulangerie, cuisine améliorée,…)  | Indicateur 3.2.1Nombre de personnes impliquées dans les conflits installées (Hommes/femmes) | 0 | 1600 | 1600 dont 954 femmes (60%) et 646 hommes (40%) | La cible prévue initialement de 2500 a été ramenée à 1600 à cause du coût élevé des kits de réinsertion dans la zone.  | 1600 |
| Indicateur 3.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.3Les personnes installées ont accès aux mécanismes locaux d'épargne et de crédit « MUSO » | Indicateur 3.3.1Pourcentage de la population installée ayant accès au crédit à travers les MUSO (désagrégé par sexe) | 0 | 30% | 86% de la population installée ont accès au crédit à travers les MUSO dont 878 femmes et 495 hommes. |  |  |

**PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D’ASPECT DU PROJET RÉUSSI**

**2.1 Enseignements tirés**

|  |  |
| --- | --- |
| **Enseignement 1**  | **En ce qui concerne le dialogue*** les communautés se sont bien approprié les cadres de dialogue et de médiation. Aussi bien les autorités que les populations témoignent que ces organes ont contribué à améliorer la cohabitation pacifique dans le milieu.
* Les activités de dialogue, conçues comme une action civique menée sur une base régulière, ont contribué à renforcer les interactions entre les populations et les autorités
* La nécessité d’améliorer davantage la réceptivité des autorités quant à la prise en charge des recommandations issues de sessions de dialogue.
 |
| **Enseignement 2** | **Toujours au sujet du dialogue*** Les activités de dialogue sont restées cependant trop localisées et contextuelles.
* Les activités de dialogue réalisées à une échelle communautaire n’ont pas suffi à soutenir un processus de consolidation de la paix cohérent et durable car elles n’étaient pas liées aux autres initiatives conduites dans les communautés environnantes afin de trouver des réponses concertées aux problèmes spécifiques à l’ensemble de la région.
* Il y a eu également une faible prise en charge des recommandations des dialogues par les autorités provinciales.
 |
| **Enseignement 3**  | **S’agissant de la restauration de l’autorité de l’Etat et la promotion de la cohésion sociale par la construction des routes*** L’ouverture des routes et le désenclavement des milieux les plus reculés sont perçus par toutes les populations et les autorités comme un prérequis au renforcement de la présence de l’Etat, a la liberté de mouvement des personnes et a l’amélioration des interactions et de la cohésion entre les communautés. Les creuseurs artisanaux et les populations de la zone en général se sont mobilisés pour participer activement à la réhabilitation des routes à travers les travaux à Haute Intensité de Main d’Œuvre (HIMO).
* Les travaux de réhabilitation et de construction de routes ont amélioré la présence de l’Etat et la qualité des services rendus par les agents publics.
* Toutefois ces travaux ne seront efficaces que s’ils sont soutenus par un mécanisme de maintenance opérationnel et durable. Un plaidoyer sera maintenu pour renforcer l’implication des autorités dans la mise en place d’un dispositif de maintenance adapté aux contraintes écologiques.
 |
| **Enseignement 4**  | **Restauration de l’autorité de l’Etat et construction des bâtiments administratifs** * La construction des bâtiments administratifs a suscité la reconnaissance et renforcé le respect de l’Etat et de ses représentants.
* Mais la question reste celle de l’entretien et de la maintenance des équipements puisque les budgets prévus comme contribution des autorités ne sont pas allouées.
* Par ailleurs les difficultés ayant entravé la construction et la remise des bâtiments administratifs dans les délais n’ont pas permis de suivre l’activité et le comportement des agents publics, bénéficiaires de ces ouvrages. La mise en place tardive du cadre de concertation entre l’administration publique, les acteurs du secteur de la sécurité et la population n’ont pas permis d’observer et d’accompagner cet organe.
* Il est souhaitable que de tels organes puissent être mis en place dès le début du projet pour tirer le meilleur profit et les meilleurs enseignements de leurs contributions.
 |
| **Enseignement 5**  | **Sur l’appui aux activités économiques*** L’organisation des bénéficiaires des activités génératrices de revenus autour des mutuelles de solidarités a été un important outil catalytique pour le renforcement de la cohésion sociale au sein des groupes en encourageant l’interdépendance entre les membres.
* Il faudrait peut-être explorer la possibilité d’étendre le concept des mutuelles de solidarité a des activités autres que celles génératrices de revenus mais qui portent sur le renforcement de l’intérêt commun des membres des communautés.
 |
| **Enseignement 6**  | **Au sujet de la budgétisation des activités*** Bien que les activités de dialogue aient été utiles et appréciées par la population, des préoccupations relatives aux facteurs complexes susceptibles d’entraver les dynamiques de cohésion communautaires créées par les effets du projet. Il s’agit entre autres des connexions et mouvements des groupes armés entre plusieurs provinces (en l’occurrence le Nord et le sud Kivu), la lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres, l'encadrement des enfants issus des viols, la promotion de l'accès à la terre des paysans pauvres, l'accès au marché des éleveurs de gros bétail…
* Ces questions requièrent la mobilisation des ressources en vue de contribuer à la recherche des solutions idoines dans les zones concernées.
 |
| **Enseignement 7**  | **Pour la prise en charge des questions générales de gouvernance et l’implication des autorités** La plupart des recommandations faites dans le cadre du dialogue comportent des actions à prendre dans le cadre de la gouvernance : promotion de l’éthique dans la conduite des agents publics, suppression des barrières illégales, participation des acteurs locaux dans les espaces de prises de décision et prise en compte effective de leurs recommandations… Or les organes mis en place (Cadres de Dialogue et de Médiation, cadre de concertation administration publique, force de sécurité et populations) sont localisés et contextualisés. Leurs réponses ne peuvent qu’être locales, sans emprise sur les défis de gouvernance au niveau provincial. Il serait donc bon d’envisager, dans le cadre du programme de stabilisation provincial, un organe de gouvernance qui puisse prendre en charge les recommandations des organes mis en place sur le terrain et qui pourrait faire bouger les lignes au niveau des autorités aussi bien politiques (gouvernement, parlement) qu’administratives (police, FARDC, services publics…) |

**2.2 Exemple d’aspect de projet réussi (OPTIONNEL)**

Ce projet a permis de redéfinir une nouvelle vision dans les relations sociales au sein des communautés. La propension au dialogue a été renforcée comme une nouvelle culture dans le contrat social au sein des zones du projet. Les communautés sont devenues plus conscientes des opportunités qu’offre la paix dans le partage de la prospérité locale que le contraire. Ceci peut être illustré par les histoires ci-dessous :

* Selon Mr Patrick, démobilisé de Numbi, « C’est depuis très longtemps que nous vivions dans le village sans assistance, sans considération. Je pensais que c’était fini pour moi, mais grâce aux actions du projet IRF qui nous a fait bénéficier d’une petite subvention, j’ai eu la possibilité de démarrer une activité économique dans un centre commercial. Je m’organise doucement, je gagne ma vie et je m’intègre petit à petit dans la communauté ».
* Dans le temps passé, il y avait des méfiances entre les membres des différentes communautés mais aujourd’hui, il y a une considération mutuelle. La communauté est actuellement capable de résoudre les conflits bien que d’autres échappent encore à nos mécanismes locaux, avait déclaré en février 2016 le Président de la coopérative minière COPAMIHANBU.
* Depuis longtemps, nous proposions un échange spécifique entre les grands concessionnaires et nous paysans sans terre. Il a fallu que ce projet arrive pour que cela ait finalement lieu. Un grand fermier à savoir Mr CIZA du sous village Magoba nous a cédé une partie de sa ferme, soit 7 hectares pour y pratiquer l’agriculture. Nous espérons que les autres concessionnaires suivront cet exemple combien salutaire selon madame Espé ANGALIA, femme leaders de Numbi.
* De son côté Mr Katererwa jeune leader se déclare très satisfait des actions de sensibilisation de la population sur la cohabitation pacifique que mène le CDM. Il déclare que c’est grâce à elles que les personnes ont pu circuler de Ziralo à Numbi sans trop de problème après les affrontements du 28 Novembre 2015 à Lumbishi entre les groupes armés. Avant ce projet, cela pouvait suffire pour déclencher des représailles intercommunautaires.
* Pour le chef de village de Lowa Numbi Mr SEBURIKANDE «  si vous voyez les gens ensembles, c’est grâce aux actions de dialogue, actions de cohabitation pacifique car la zone était un bastion de conflits qui déchiraient les ethnies et qui causaient mort d’hommes. Mais voilà que dans cette salle c’est toutes les ethnies qui se parlent, se soutiennent mutuellement ».

**PART 3 *–* ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION**

* 1. **Commentaires sur l’état général des allocations budgétaires**

*Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues:* conforme au plan

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

 Veuillez donner des progrès sur l’utilisation des fonds par résultat et produit.[[5]](#footnote-5)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Numéro du produit** | **Titre du produit** | **Agence ONU récipiendaire** | **Budget approuvé** | **Budget dépensé** | **Commentaires sur l’état de dépense** |
| Résultat 1: Une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la Paix sont formulées sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo en tenant compte de la perspective des hommes et des femmes et une culture de dialogue est profondément ancrée dans ces communautés. |
| Produit 1.1 | Une cartographie des conflits et des plans locaux de consolidation de la Paix dans les bureaux des localités de Minova-Numbi et Ziralo élaborés et mis en œuvre par les communautés sous l'encadrement des animateurs des CDM et les médiateurs fonciers de ONU-HABITAT | ONU-HABITAT | 79.122 | 79.122 |  100% du budget consommé. |
| Produit 1.2 | Cinq cadres de dialogues et de médiation (CDM) composés de 50 hommes et 50 femmes sont dotés, assurent la documentation, la prévention, la médiation des conflits fonciers et conduisent 10 dialogues sociaux à Minova, Numbi, Tushunguti, Lumbishi et Chambombo en raison de deux par site  | ONU-HABITAT | 332.931 |  332.931 |  100% du budget consommé. |
| Produit 1.3 | Cinq journées d'approfondissement de la réflexion sur le conflit agriculteurs-éleveurs sont organisées. | N/A |   |   | Cette activité devait être réalisée par FAO qui n'avait pas reçu de fonds |
| Produit 1.1.6 | 60 membres des CDM (dont 50% de femmes et de jeunes) formés en techniques de médiation, de sensibilisation, de communication et de dialogue | ONU-HABITAT | 231,780$ | 231,780$ | 100% du budget consommé. |
| Produit 1.1.7 | 5 ateliers de formation sur la R 1325 et de la R1612 (de réflexion sur la promotion des droits des enfants entre autres l’utilisation des enfants dans les GA et les carrés miniers) organisés par APC en collaboration avec les Associés à la formation de UN-Habitat en faveur des leaders communautaires, les autorités traditionnelles et les femmes membres des organisations féminines | ONU-HABITAT | 38,000$ | 38,000$ | 100% du budget consommé. |
| Produit 2.2.1 | Les autorités locales et les communautés réfléchissent ensemble sur la cohabitation pacifique et la dynamique des groupes armés au cours de journées de réflexion dans les localités de Minova, Numbi et Ziralo | ONU-HABITAT | 80,000$ | 80,000$ | 100% du budget consommé. |
| Produit 2.2.2 | Un système de planification des activités visant le respect, le suivi et l’archivage des actes de compromis (volet enregistrement et sécurisation alternative des droits fonciers) pour 3 sites pilotes est opérationnel | ONU-HABITAT | 14,000$ | 14,000$ | 100% du budget consommé. |
| Produit 2.2.3 | Au moins 50 transactions foncières sont mieux suivies par les services étatiques de l’administration foncière de Kalehe/Idjwi, brigade de Minova. | ONU-HABITAT | 62,000$ | 62,000$ | 100% du budget consommé. |
| Résultat 2: L'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo |
| Produit 2.1 | L'axe routier Kalungu-Numbi-Lumbishi-Tushunguti réhabilite et les talus de la route protégé par la végétalisation | OIM | $810.000 | $810.000 | 100% du budget consommé.  |
| Produit 2.2 | Trois bâtiments administratifs abritant la Police Nationale Congolaise et des services administratifs de Buzi et de Ziralo construits et fonctionnels | PNUD | $268.000 | $ 299.026 |  Le budget approuvé a été dépassé de $31.026 à cause de l'obligation de construire de grands bâtiments conforment aux plans standard nationaux pour de bâtiments de la police et la hausse de coûts de construction suite à l'inexistence ou mauvais état de la route sur certains tronçons.  |
| Produit 2.3 | Au moins 30 nouveaux agents de la PNC sont déployés par les autorités provinciales dans la zone d'intervention | PNUD | $2000 | $ 2000 | 0 |
| Résultat 3: D'autres débouchés économiques sont créés pour les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs communautés. |
| Produit 3.1 | Les secteurs économiques non agricoles porteurs sont identifiés dans la zone du projet | PNUD | $5.000 | $5.000 | 0 |
| Produit 3.2 | 2500 membres des communautés dont50% de femmes vulnérables (y inclus les survivantes de VSBG) et des jeunes désœuvrés sont installés dans des activités économiques porteuses | PNUD | $200.000 | $ 200.000 | 0 |
| Produit 3.3 | Les personnes installées ont accès aux mécanismes locaux d'épargne et de crédit (MUSO ou mutuelle de solidarité) | PNUD | $5.000 | $ 5.000 | 0 |

* 1. **Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre**

*Veuillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l’efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d’autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d’appui, les quelconques activités de capacitation, l’utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veuillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche* (2 000 lettres maximum):

Dès le démarrage du projet, le PNUD comme lead a organisé une séance de planification conjointe de toutes les activités. A l'issue de cette séance, un chronogramme conjoint a été adopté. Il a été actualisé deux fois, notamment en avril et juillet 2015. Outre les activités , ce chronogramme contenait également le calendrier des réunions mensuelles de coordination d'une part et d'autre part le programme trimestriel des visites sur terrain du comité technique de suivi (CTS) piloté par le STAREC ainsi que le calendrier de rapportage.

Les réunions mensuelles de coordination ont commencé en mars 2015 juste après le recrutement du coordonnateur. A la clôture du projet, 16 réunions ont été tenues et quatre visites du CTS ont été organisées. Bien plus un rapport final, , un rapport annuel et un rapport semestriel ont été élaborés et soumis au bailleur des fonds.

Le projet a obtenu un soutien remarquable du secrétariat du PBF au niveau local, en l’occurrence l’Unité d’Appui à la Stabilisation (UAS) de la MONUSCO en général. En effet, c'est grâce à cette unité que la mission de suivi du Comité Technique de Suivi a pu se rendre en octobre 2015 par hélicoptère à Tushunguti, une zone qui n'est pas du tout accessible par véhicule.

Par ailleurs, pour assurer un bel ancrage du projet sur terrain, des forums de coordination ont été organisés par les animateurs des ONG partenaires et l’animateur rural du PNUD basé sur terrain. Ce cadre a permis à tous les partenaires de mise en œuvre du projet de rendre compte des résultats de leurs activités auprès des leaders et autorités locales. Il a aussi permis aux bénéficiaires de faire de témoignages et de présenter leurs observations éventuelles. Le fait d'être à l'écoute des bénéficiaires et de leur donner l’occasion de s’exprimer durant les réunions publiques organisées essentiellement par les membres du comité technique de suivi a occasionné les changements ci-après:

* Utilisation des comités villageois pour réhabiliter la route en lieu et place d'un partenaire de mise en œuvre
* Cohabitation des services de la Police Nationale Congolaise et l'administration locale dans les zones enclavées.
* Construction de 3 grands bâtiments répondant aux standards de la PNC dont un à Minova, un à Numbi et un à Ziralo en lieu et place de quatre petits.
1. Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](http://mdtf.undp.org), l’expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée. [↑](#footnote-ref-1)
2. La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d’Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](http://mdtf.undp.org/). [↑](#footnote-ref-2)
3. Conformément à l’approbation du descriptif de projet original par l’instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur. [↑](#footnote-ref-3)
4. S’il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d’approbation d’une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l’origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c’est-à-dire la date d’achèvement de l’ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés. [↑](#footnote-ref-4)
5. Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l’Agent Administratif. [↑](#footnote-ref-5)